

Les enjeux politiques de la culture : l'expérience française.¹

Michel Duffour,
Ancien Secrétaire d'Etat à la Décentralisation culturelle et du Patrimoine

Espace Marx a lancé un séminaire qui va se dérouler vraisemblablement sur deux ans pour tenter d'actualiser nos réflexions sur la culture et surtout jeter les ponts vers la place qu'elle devrait occuper dans le débat national français mais qu'elle n'occupe plus. C'est un sujet essentiel. Or, la tiédeur des responsables politiques de gauche à prendre à bras le corps les questions culturelles n'est pas pour rien dans une certaine désaffection qui existe au sein d'une partie du personnel culturel mais, au-delà, de tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir de notre pays en rapport aux positions défendues par la gauche dans son ensemble. Vous suivez, j'imagine, l'actualité française ; vous voyez bien que face aux menaces qui existent d'un renforcement de l'extrême-droite et d'une droite en grande difficulté mais qui est loin d'être battue, la gauche, en dépit de mouvements populaires importants, est loin d'avoir gagné la partie. La désaffection qui touche aussi l'ensemble du monde politique vise aussi la gauche : d'une part son principal parti, le Parti Socialiste, qui n'arrive pas à faire la percée qu'il escomptait ; d'autre part un Front de Gauche, dans lequel nous sommes, qui reste certes une force prometteuse mais qu'il faut faire grandir pour qu'elle puisse peser suffisamment à l'échelle du pays. Lors de ce séminaire, nous auditionnerons tous les mois une personnalité marquante de la culture et nous en tirerons, ensuite, les conclusions ensemble.

L'offensive libérale

Parmi toutes les offensives ultralibérales, l'une qui s'est développée au cours de ces dernières années vise les activités culturelles et le ministère de la culture mais, comme vous le verrez ensuite, elle n'est pas nécessairement récente. Elle s'inscrit au contraire dans une certaine continuité.

La France bénéficiait depuis une cinquantaine d'années d'un ministère dû, pour beaucoup en terme de prestige, au Ministre de la Culture dont de Gaulle s'était choisi, André Malraux qui avait donné un coup de fouet à cette activité. Ce ministère, avec des hauts et des bas, était resté une institution peu attaquée par les politiques successives en raison même de son renom, se trouve aujourd'hui très rétréci dans ce qu'il fait, dans ses personnels, dans ses champs d'action, dans son impact suite aux politiques d'austérité menées en France. On appelle cela la RGPP² qui vise à réduire le nombre de fonctionnaires.

En tant que Secrétaire d'Etat à la Décentralisation culturelle pendant deux ans, j'ai tenté d'insuffler une plus grande présence de l'Etat en régions pour que tout l'effort de décentralisation soit poursuivi. Aujourd'hui, si les collectivités territoriales jouent un rôle important, le rôle de l'Etat tend sans cesse à diminuer. Si l'on observe le nombre de fonctionnaires, il y a, par exemple, moins de fonctionnaires s'occupant des questions culturelles sur l'ensemble du territoire français qu'il n'y a de fonctionnaires au niveau de la grande bibliothèque à Paris.

Le thème idéologique que l'on a pris s'est beaucoup appuyé sur l'offensive ultra libérale qui considère qu'il y a « trop d'Etat », que « l'on a pas besoin d'un poids aussi important de la puissance publique », que « les subventions ne font que créer de la paresse et un manque d'initiative ». D'où l'effort pour trouver des dérivatifs. C'a été le cas avec le distributeur de cinéma très marquant Karmitz choisi pour mener un système de pilotage du spectacle vivant indépendant du service public.

¹ Exposé donné le samedi 12 mars à l'Espace Marx – Bruxelles, à l'occasion de l'Assemblée culturelle de l'ACJJ

² Révision Générale des Politiques Publiques

Ce sont là des pièges dans lesquels les hommes de culture ne sont pas tombés et qui ont été sans grand effet . Cela ne veut pas dire pour autant que pour les forces³ — disons pour faire vite - libérales de droite – il y aie un désintérêt pour les questions de la culture. Tout bonnement parce que les industries culturelles pèsent d'un poids considérables. Chacun sait bien ce que cela représente, si on prend le cas des Etats-Unis, dans l'exportation même des produits américains.

Il y a une volonté de la droite française d'être présente sur ce créneau mais en terme d'industries culturelles et non en terme de développement culturel. Donc une présence dans le domaine de la culture mais sous cet angle-là et avec, toujours la volonté, (les idéologies libérales ne renoncent jamais, sinon elles ne parviendraient pas à imprégner une large frange de l'opinion publique) de jeter une OPA sur une partie du monde culturel. C'est une tentative pour laquelle Sarkozy rencontre des difficultés énormes. On l'a vu avec tous les mouvements qui se sont déroulés depuis des années en France. Mais elle n'est pas sans effet sur certaines stars du show bizz qui peuvent servir de relais lors des différentes échéances électorales. Si le président met en avant son épouse comme passerelle vers le show bizz, c'est évidemment bien avec cet objectif là : montrer qu'il y aurait un intérêt du président élu pour les choses de la culture. Alors que cela repose pourtant sur une rupture avec les acteurs culturels et la masse de gens qui se déploient dans ce domaine.

On a vécu toutes ces dernières années un tournant idéologique important sous l'impulsion du président de la République. J'expliquerai après que cela s'inscrit dans la continuité, car des mesures de privatisation ne datent pas de 2007 et de l'arrivée de Sarko. C'est quand même sous Mitterrand que la télévision a commencé à être privatisée et l'arrivée de Berlusconi, en Italie à l'époque, s'est passée au moment du second septennat mitterrandien. Ce n'est donc pas une initiative qui aurait été prise au cours des quinze dernières années mais à un moment où le Parti Socialiste avait la haute main sur les affaires de l'Etat.

De la culture pour tous à la culture pour chacun

Je reviens à ces dernières années et au tournant que l'on peut constater. Il y a eu une nouvelle donne dans la présentation même de la politique de l'Etat et du Président de la République qui, volontairement, a cherché la rupture et tranché avec ses prédécesseurs.

Il était de bon ton en France, mais c'était une réalité, que le Président s'identifie aussi au monde culturel. De Gaulle était un homme de lettres dont les écrits ne sont pas négligeables ; Pompidou, qui était normalien, a publié une anthologie de la poésie française ; Giscard D'Estaing disait souvent que s'il n'avait pas été président, il aurait bien aimé être Guy de Maupassant ; Mitterrand était un fin lettré et un grand lecteur ; Chirac avait certes défrayé la chronique en affirmant qu'en musique, il aimait surtout la musique militaire, mais il n'en reste pas moins qu'en lançant le musée des arts premiers, il a manifesté un intérêt dans un secteur de la culture où, jusqu'alors, le pays n'était guère présent.

Sarkozy s'est présenté lui, volontairement, comme un enfant de la télé, un passionné des différentes séries, se voulant ainsi porteur d'un message plus moderne, plus en prise avec ce que sont les consommations culturelles actuelles de la masse des gens et se permettant de brocarder la Princesse de Clèves, Madame de la Fayette, des écrivains que plus personne ne lirait et qu'il était, lui, le premier à s'en détacher. C'était une volonté politique pour tenter de montrer que désormais le personnel culturel français appartenait à une culture managériale et efficace n'hésitant pas à prendre des raccourcis, parlant « vrai » mais cédant à une idéologie néolibérale que ne renieraient pas des chefs d'entreprise. Derrière tout cela, il y a en effet un fond idéologique qu'il ne faut pas sous estimer duquel la population française, y compris ses élus de gauche, ne sont pas à l'abri.

³ On peut les appeler ultralibérales, encore que l'ultralibéralisme a aussi pris des coups dans son expression et dans sa façon d'être, en raison même des luttes face auxquelles personne ne se réclame d'une telle orientation.

La dernière offensive du sarkozysme, sur laquelle j'insisterai, est qu'il faut désormais passer de la culture pour tous à la culture pour chacun. Tout ça semble nébuleux. Pourtant, avec la volonté du Président d'opposer les gens entre eux – ce qui est, depuis ces dernières années, une pratique courante du sarkozysme d'opposer fonctionnaires, jeunes, vieux, français, immigrés... bref, de mettre toujours en opposition pour diviser et de créer des débats sur des oppositions artificiellement bâties.

Sa « culture pour chacun » qui remplacerait la « culture pour tous » est une vieille lune, un débat quelque peu surréaliste. Il a repris un discours d'André Malraux datant de 1966 qui opposait la « culture pour tous » qu'il présentait comme collectiviste et être celle de l'Union Soviétique par rapport à une culture plus humaniste que lui allait mettre en œuvre, une « culture pour chacun ». Ce sont des leurres qui n'ont aucune réalité puisqu'on voit difficilement comment une culture pour tous ne pourrait pas être aussi une culture pour chacun, et quel danger collectiviste menacerait aujourd'hui la France qui pourrait justifier un type d'attaque de ce genre, alors qu'il s'agissait de tout autre chose il y a une cinquantaine d'années.

Mais derrière cela, se lance un grand débat qui agite beaucoup les hommes de culture depuis cinquante ans à propos de l'échec de la démocratisation de la culture. Mais échec de qui et échec de quoi ? Indéniablement, depuis une cinquantaine d'années, à partir de la pression populaire qui s'est exercée, le territoire français s'est densifié en équipement culturel. On pouvait parler, au lendemain de la deuxième guerre mondiale d'un désert culturel français –ça n'est pas tout à fait vrai- mais il y a aujourd'hui énormément d'équipements quel que soient les départements ; il peut toujours, évidemment, y en avoir plus mais le tissu est tout de même non négligeable.

Dans le même temps, en dépit de cet élargissement des équipements culturels, d'un nombre beaucoup plus grand d'artistes et d'acteurs culturels, il n'y a pas eu de réduction très sensible des inégalités face à la culture ; les situations que l'on connaissait naguère perdurent. Le nombre de participants aux grandes expositions ou autres manifestations culturelles est extrêmement important mais ce sont les mêmes catégories qui tournent et qui vont de manifestations en manifestations sans que le public change. Le festival d'Avignon, si je prends l'exemple du théâtre, est, à guichet fermé, un succès considérable tous les étés mais ce sont exactement les mêmes catégories sociales qui vont à Avignon que celles qui y allaient il y a quarante ans.

Il n'y a donc eu aucun changement. Mais qu'est ce qui est en échec ? Ce sont les politiques capitalistes qui n'ont fait qu'accroître les inégalités dans tous les domaines et qui ont segmenté le pays en accroissant les différenciations des rapports que les gens peuvent avoir avec l'éducation, avec la culture, avec la santé... Ce sont ces politiques là qui sont à mettre en cause et non pas les acteurs qui, le plus souvent, ont fait le maximum pour élargir leurs activités. Ils ont sans doute cru - nous même aussi peut-être - que c'était un mouvement ininterrompu dans l'œuvre des pères de la culture populaire comme Jean Villard et que l'ensemble du peuple pourrait en être durablement touché.

Ce qui est vrai, c'est que les conditions sociales, économiques, la construction même de ces politiques ont fait que les inégalités perdurent et ne bougent pas –on pourrait faire la même démonstration sur les inégalités scolaires qui sont, en 2011, peut-être plus fortes qu'au milieu des années soixante. La massification scolaire qui s'est certes produite n'a eu aucun effet sur les compétitions et la reproduction des inégalités telles qu'elle existaient.

Diversité ou exception culturelle ?

Ca n'est donc pas la responsabilité première des hommes de culture, pas plus que celle des enseignants qui est en cause mais bien celle d'un système. Ce que l'idéologie libérale veut évidemment faire oublier, en mettant à bas toutes les avancées qui ont pu se produire depuis la deuxième guerre mondiale en revenant en arrière sur tout ça dans le domaine de la culture, mais on pourrait faire la même démonstration dans tout le secteur public.

Le deuxième thème qui caractérise l'effort des libéraux pour, là aussi revenir en arrière, c'est de se saisir du thème de diversité et de l'opposer au concept d'exception culturelle, tel que nous l'avons défendu. L'exception culturelle n'a jamais été l'exception culturelle française. On ne peut pas avoir une interprétation franchouillarde en pensant que nous serions en France une exception par rapport aux autres pays. L'exception culturelle que les progressistes, que les communistes ont défendu, c'est de faire de la culture, y compris dans le cadre du marché une exception. C'était évidemment à valable pour d'autres aspects comme l'éducation, la santé ... l'exception faisant que ces domaines ne puissent pas être traités par le marché comme d'autres marchandises et qu'ils obéissent à d'autres logiques.

Lorsque l'idéologie libérale nous parle de diversité, ce n'est pas pour que chacun puisse trouver un épanouissement à travers ses activités selon ses propres aspirations. C'est d'ouvrir au marché l'ensemble du secteur en sachant que les marchands (nous le vérifions dans n'importe quel supermarché) sont des champions pour présenter de la diversité dans les produits et pour faire de chacun un consommateur sans en faire, à aucun moment, quelqu'un qui participe à l'élaboration des produits. Bataille donc sur la diversité de leur part avec une volonté idéologique –on va le retrouver dans d'autres domaines de la culture- d'opposer l'équité à l'égalité.

Je m'explique là-dessus parce que c'est un sujet que la droite développe certes mais qui traverse aussi la gauche. L'équité étant conçue comme le droit à la justice pour chacun d'avoir accès à telle ou telle formation, à telle ou telle activité et qui s'opposerait à l'égalité que nous ne concevons, nous, non pas comme de l'uniformité, mais une manière de donner à chacun la possibilité de se hisser au niveau des exigences de l'heure.

C'est un thème que l'on retrouvera aussi à gauche et que la droite utilise. Je vais prendre l'exemple de l'éducation nationale. L'objectif est que chacun quel que soit son milieu, son groupe d'appartenance puisse monter dans le wagon de tête et qu'il n'y ait pas des inégalités d'accès sachant qu'il y a sans doute un wagon de tête et que la majorité des gens sont dans les wagons de queue. Le grand drame aujourd'hui serait que l'ascenseur social soit en panne et que quelqu'un issu de milieu populaire ne puisse plus accéder à un certain niveau. Le grand défi qui nous est posé - et c'est ça bien le sens de l'égalité- c'est qu'une masse de la population puisse s'approprier un niveau culturel commun au niveau éducatif et que ce ne soit pas réservé à quelques uns alors qu'une partie de la nation resterait à l'écart.

La droite joue évidemment là-dessus et cherche avec son thème de la « culture pour chacun » à remodeler la carte même du champ culturel en considérant que la demande des milieux les plus populaires ou de certains milieux ne peut être qu'une culture de divertissement, qu'une culture façonnée par TF1, et, forcément, que leur demande ne peut correspondre qu'à celle de gens n'ayant accès qu'à ce canal. Et donc plutôt que de continuer à rêver d'avoir une politique égalitaire pour tous qui permettrait au plus grand nombre d'accéder à certaines œuvres, à des activités, à penser sur les grandes œuvres, à avoir une réflexion critique par rapport au passé ou à se projeter dans l'avenir. C'est une toute autre ambition que de prétendre donner à tout le monde des moments dits de divertissement et des activités sans contenus, conçues pour être à « la portée de tous ».

Marchandisation culturelle

Alors, tout ça n'est évidemment pas sans effet. Il faut que l'on soit très lucide. La droite est en difficulté et, j'y reviendrai à la fin, il y a des résistances. Cependant, la lucidité nous invite à considérer que par le passé, les forces de gauches ont aussi créé les conditions pour que ce type d'offensive libérale puisse se produire. La marchandisation culturelle n'est pas qu'une affaire de Sarkozy. Lorsque le musée du Louvre devient une marque, se déploie à l'étranger, va à Abou Dabi en pensant que la culture est le canal qui permettra aux exportations françaises, y compris celles d'armement, de prospérer. Que ce choix, fait par le principal musée français, est applaudi par une grande partie de la classe politique, Jack Lang y compris, on constate la fragilité idéologique de la gauche qui renâcle à réagir à ces avancées de la marchandisation qui s'opèrent sur des secteurs essentiels de la vie culturelle française. Une décision comme celle-là a d'ailleurs amené – et ça c'est bien- l'ensemble des

conservateurs des musées⁴ français, qui ne sont pas nécessairement un milieu fortement progressiste mais qui conçoivent leur métier comme étant articulé au monde éducatif, au territoire, en sachant ce que veut dire une circulation des œuvres pour les rapprocher des publics... Ces gens là ne peuvent être qu'effarés par une politique du tout spectacle, des grandes expositions qui drainent certes –je ne le critique pas- des millions de gens mais qui sont des événements sans lendemain, ne s'inscrivant pas dans la durée.

Je disais que pour une part la gauche, même des élus pour qui j'ai beaucoup d'estime, très souvent cède à ces pressions et présente la culture sur leur territoire (les villes dépensent beaucoup d'argent sur ce plan là, et c'est là une particularité non négligeable qu'il faut défendre) comme un élément d'abord du dynamisme de la ville pour attirer les touristes, comme un élément attractif permettant que des gens viennent s'installer, comme un remède pour que des quartiers qui pourraient être turbulents rentrent dans la norme et adoptent finalement une attitude beaucoup plus consentante.

Cette présentation même du fait culturel qui renonce aux ambitions qui étaient les nôtres au départ, portées au-delà même des communistes par tout le mouvement progressiste - et je pense à un Jean Villard et à bien d'autres dans ce qu'ils appelaient le théâtre et l'éducation populaire -, ambitions qui visaient avant tout à faire de la culture le cœur même du projet d'émancipation, pour développer l'esprit critique, la curiosité des individus et pas simplement pour organiser leur divertissement le samedi soir.

C'est donc une question d'ambition et de sens qui est posée. Nous avons beaucoup faibli au niveau national depuis bien longtemps et l'on en paie évidemment la casse aujourd'hui à partir d'une coupure, certainement inéluctable, qui s'est produite avec les ministères de la culture, les créateurs mais aussi avec les grands mouvements d'éducation populaire qui s'étaient eux aussi affaiblis –on ne donnera donc pas des bons points et des mauvais points- ce qui a donc fragmenté cette alliance indispensable qui doit amener à des articulations entre des acteurs culturels, la vie citoyenne, des gens qui se trouvent en situation de responsabilités, avec les chercheurs, le monde universitaire et le monde scolaire... Tout ceci s'est fragmenté et crée une situation qui permet aux forces libérales de pénétrer ces champs entiers et qui nécessitent des contre-offensives.

C'est ce que nous essayons de faire, non sans mal car cela nous renvoie aux grandes questions politiques, aux grands défis de notre époque, aux mutations considérables qui se sont produites qui sont très bien décrits par toute une série d'idéologues, de Michel Serre à Edgar Morin, qui indiquent à quel point le monde a changé. Mais qui demandent à ce que nous arrivions à élaborer des réponses aux défis de notre époque pareillement à ce qu'un Marx avait pu faire il y a maintenant plus d'un siècle au moment de l'avènement et du développement du capitalisme et qui reste une question indiscutable à élaborer, peaufiner, travailler pour donner des perspectives.

Je vais finir en vous disant qu'il ya tout de même des forces non négligeables qui existent dans le domaine de la culture qui se battent avec des ambitions sur de nouveaux territoires de l'art, où des créateurs ne se contentent pas d'amener une production pour que des gens la rencontre en espérant que le déclic s'opère, mais qui permettent à ce que des disciplines se croisent, à ce que des citoyens, en amont, participent à l'élaboration même de l'œuvre et la connaissent avant qu'elle ne soit présentée ; qui font que toute une série d'acteurs se trouvent concernés par l'acte culturel même. Ce sont des forces non négligeables dans les contre-offensives qu'il faut mener.

Nous n'avons malheureusement plus les comités d'entreprises de jadis qui pesaient sur les questions culturelles. Les CE existent toujours comme structures (je ne sais pas ce qu'il en est en Belgique?) Mais ce qui s'était passé après-guerre en France dans les grandes entreprises, par exemple le CE de chez Renaud à Billancourt accueil-

⁴ Il y a en France quelque 1200 musées qui vivent de subventions publiques

lait toutes les semaines un écrivain ou un peintre qui venait parler au comité d'entreprise avec les salariés. C'était donc une force considérable. Quand Gérard Philippe allait chez Renaud ou dans d'autres entreprises parler avec les travailleurs,... Lorsqu'en plein festival d'Avignon, il prenait une demi journée pour, après avoir joué au football avec les cheminots qui avaient leur propre stand à Avignon, faisait débat avec eux sur la culture, cela avait évidemment un contenu puissant. Nous ne l'avons plus mais il y a encore des forces qui existent et c'est tout ça qu'il faut mettre en mouvement.

Je vais d'ailleurs vous lire un texte d'une quinzaine de lignes qui a été prononcé cet été par un homme de théâtre qui dirige le théâtre de l'Odéon et qui n'a rien à voir avec le mouvement communiste, qui en est même politiquement assez éloigné. Il s'appelle Olivier Py. *« A cette question de la dignité, comment répondent aujourd'hui les politiques ? Par ces pièces de monnaie jetées sur un cercueil, par une charité un peu honteuse et qui ne ressemble en rien à l'espoir de fonder une société meilleure. Battons nous encore et encore pour que la culture soit partout et toujours accessible, pour que l'éducation ouvre la porte à la culture et que la culture ouvre la porte à l'éducation continue et que la dignité de tous soit de ne pas vouloir cesser d'apprendre. Cela est un rêve, cela est une utopie. Et j'accepterais que les contingences matérielles écornent parfois ce rêve, et que sur ce chemin de civilisation on chute un peu en temps de crise, j'accepterais cela si toute l'énergie des politiques allait dans le sens de l'éducation et de la culture, toute l'énergie ! Il n'y a pas une place pour la culture ; toute la place est pour la culture. Culture veut dire apprentissage, recherche, découverte, engagement politique, ouverture, tolérance, reconnaissance des différences, élaboration des conditions de paroles, mise en commun des éléments de sens, pratique des arts, agrandissement de la vie intérieure, rencontre... Ne nous enfermons pas dans une idée de la culture qui ne serait faite que de chefs d'œuvre sous vitres ni dans un tout culturel qui ressemble à un atelier ergo-thérapeutique. La culture ce n'est ni l'érudition ni le divertissement, c'est l'énergie pour aller vers le sens. »*⁵

Et bien ce sont évidemment des gens comme ceux là - qui parlent de culture en terme d'ambition, de sens pour une société - sur qui nous espérons nous appuyer pour retrouver cette énergie afin que la culture se retrouve au centre des débats.

⁵ Pour lire le texte complet : [cliquez ici](#)